

# **Table-ronde sur le socle européen des droits sociaux**

Commission des affaires européennes

Assemblée Nationale

Intervention de

Frank Vandembroucke

Université d'Amsterdam

# Le socle européen des droits sociaux (SEDS)

- Pourrait marquer un tournant dans le développement de la dimension sociale du projet européen
- Mais présente aussi un risque: la proclamation solennelle du SEDS doit être traduite en mesures concrètes, sous peine d'amplifier la frustration à l'égard du projet européen
- Il faut une feuille de route avec des priorités bien définies dans 3 domaines clés:
  - Promouvoir une convergence ascendante dans les normes et les performances sociales
  - Garantir une mobilité équitable des citoyens
  - Investir dans le capital humain européen
- Il faut utiliser tous les instruments dont dispose l'UE:
  - la législation,
  - la coordination des politiques sociales et de l'emploi (Semestre européen)
  - Le soutien financier (rôle des Fonds, et d'autres instruments financiers)

- Convergence ascendante dans les normes et les performances sociales
  - Une nécessité pour le bon fonctionnement de l'union monétaire: flexibilité + stabilité
    - assurance chômage suffisamment généreuse, taux de couverture adéquats ;
    - pas de segmentation du marché du travail, notamment en limitant la prolifération de relations de travail qui ne sont pas **intégrées dans les systèmes de protection sociale** ;
    - une activation effective des chômeurs;
    - ....
    - stabilité dans le développement des salaires, négociation collective coordonnée
  - Une nécessité pour le bon fonctionnement du marché unique
- Mobilité équitable
  - Autorité européenne du travail
  - Salaires minimum
- Investir dans le capital humain

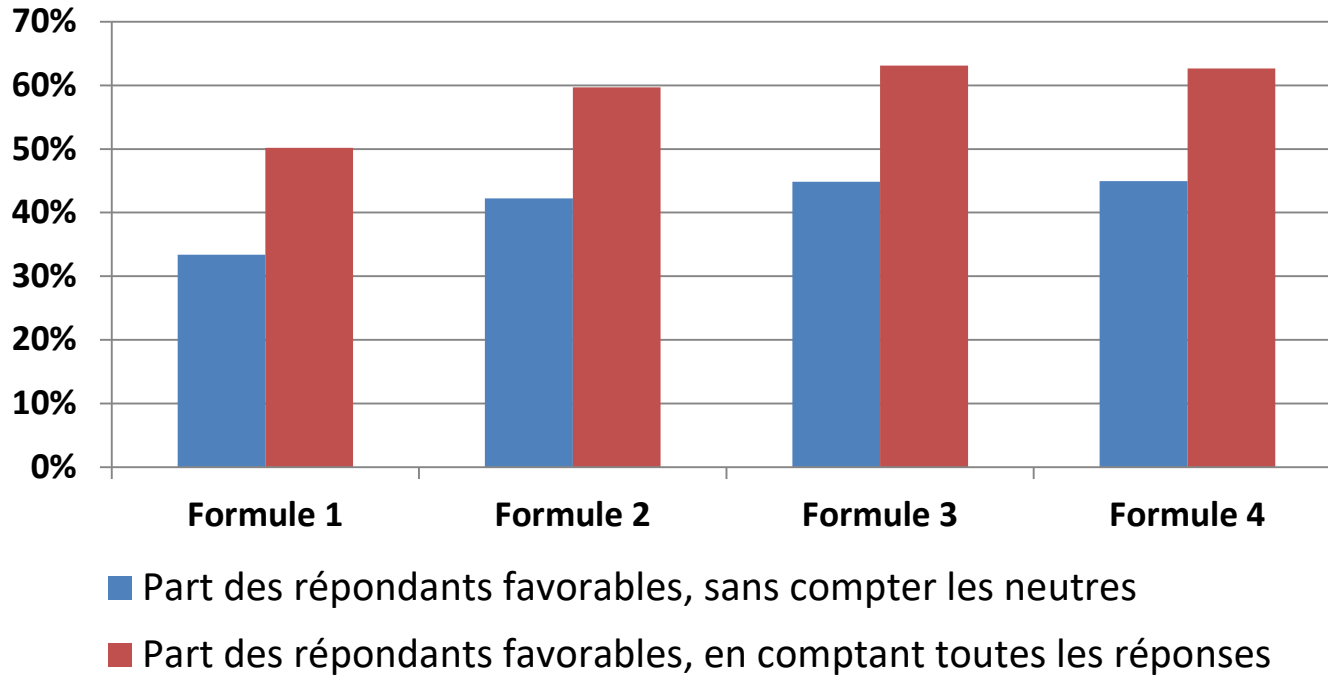
### Politiques parallèles

- Instrument de stabilisation commun (réassurance des systèmes d'assurance chômage nationaux)
- La difficulté politique, et ce qu'en pensent les citoyens

# Perspective: une 'Union Sociale européenne'

- Il faut une analyse claire sur le rôle que doit jouer l'UE dans le domaine sociale
- Une Union Sociale européenne ≠ un État-providence européen
- Une Union sociale
  - soutiendrait des États-providence nationaux au niveau *systemique* dans certaines de leurs fonctions clés (stabilité via des mécanismes de *réassurance*, limites à la concurrence fiscale, ...)
  - orienterait le développement substantiel des États-providence nationaux en définissant des normes et des objectifs sociaux généraux, tandis qu'elle laisserait aux Etats membres la responsabilité de la mise en œuvre et des instruments de la politique sociale – en s'appuyant sur une définition opérationnelle du 'Modèle social européen'.

# Réassurance chômage européen: soutien public pour des formules sélectionnées cohérentes, France



Formule 3. SEUIL BAS

Formule 4. SEUIL ÉLEVÉ & AUCUNE REDISTRIBUTION

Formule 5. SEUIL ÉLEVÉ & REDISTRIBUTION NATIONALE

Formule 6. SEUIL ÉLEVÉ & REDISTRIBUTION NATIONALE ET ENTRE PAYS

# Références

- Fernandes & Vandenbroucke, « Europe sociale : du slogan à la réalité », in Thierry Chopin et Michel Foucher (dir.), *Rapport Schuman sur l'Europe. L'état de l'Union 2018*, Lignes de repères, 2018
- Vandenbroucke, The European Pillar of Social Rights: from promise to delivery –Introduction to the 'European Social Union (ESU) public forum debate', *EuroVisions*, 3 December 2018
- Vandenbroucke & Nicoli, *Une assurance chômage européenne : ce qu'en pensent vraiment les citoyens*, Notre Europe Institut Jacques Delors, Décryptage 'Europe pour tous', 13 février 2019.
- Vandenbroucke, Barnard, De Baere (eds.), *A European Social Union after the Crisis*, Cambridge: Cambridge University Press, September 2017.
- Vandenbroucke, Politique sociale et union monétaire: puzzles, paradoxes et perspectives, *Revue Belge de Sécurité Sociale*, 58 (1/2016), pp. 7-38.
- Ragot, *Civiliser le Capitalisme. Crise du libéralisme européen et retour du politique*, Fayard, 2019.